

Synthèse des mesures applicables dans le département de la Haute-Garonne

(au 18/02/2022)

Cadre réglementaire :

- Loi n°2021-1040 du 05 août 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique
- Décision n° 2021-824 DC du 5 août 2021 du Conseil constitutionnel ;
- Décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié par le décret n° 2021-724 du 7 juin 2021, le décret n° 2021-732 du 8 juin 2021, le décret n° 2021-782 du 18 juin 2021, décret n° 2021-850 du 29 juin 2021, décret n° 2021-910 du 8 juillet 2021, décret n° 2021-932 du 13 juillet 2021, décret n° 2021-949 du 16 juillet 2021 ,décret n° 2021-955 du 19 juillet 2021, décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Décret n° 2021-1268 du 29 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 sur la mise en place du pass sanitaire pour les personnes de 12 ans et 2 mois.
- Décret n° 2021-1298 du 06 octobre 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise.
- Décret n° 2021-1471 du 10 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et relatif à la prorogation du pass sanitaire jusqu'au 31 juillet 2021
- Décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif au port du masque en intérieur et à la durée de validité des tests de dépistage.
- Décret du 07 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif à la fermeture des discothèques ainsi que du port du masque à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires.
- Décret du 31 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif à l'abaissement de l'âge du port du masque, rétablissement des jauges et interdiction à la vente et à la consommation des aliments et des boissons dans certains lieux recevant du public.
- Décret n° 2022-51 du 22 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif à la mise en place du pass vaccinal et du prolongement des jauges et interdiction à la vente et à la consommation des aliments et des boissons dans certains lieux recevant du public.
- Décret n° 2022-165 du 11 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif au contrôle sanitaire aux frontières.
- Décret n° 2022-176 du 14 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire relatif à la modification de la durée de validité du certificat de rétablissement et du délai de vaccination.

- Arrêté préfectoral du 07 août 2021 fixant la liste des établissements assurant la restauration des professionnels du transport routier exemptée de présentation du pass sanitaire dans le cadre de leur activité professionnelle.
- Arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 portant abrogation du port du masque de protection dans le département de la Haute-Garonne.

	Articles du décret	Mesures et éléments complémentaires
Rassemblements		
Rassemblements	Article 3 du décret	<p><u>Tout rassemblement, réunion ou activité sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public, est organisé dans des conditions de nature à permettre le respect des gestes barrières (mesure d'hygiène, distanciation sociale incluant la distanciation physique d'au moins 1 mètre entre deux personnes).</u></p> <p>Dans les cas relevant des cortèges, défilés et rassemblements de personnes, manifestations sur la voie publique, les organisateurs doivent adresser au préfet de département, une déclaration en y précisant, les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des gestes barrières.</p>
Évènements culturels, sportifs, ludiques ou festifs	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus dans les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public ou dans un lieu ouvert au public et susceptibles de donner lieu à un contrôle de l'accès des personnes.</u></p> <p>Le masque doit être porté lorsque les règles de distanciation physique d'au moins deux mètres ne peuvent être garantis.</p>
Mariage	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Depuis le 9 août, les réceptions de mariages, comme les fêtes privées, se déroulant dans des établissements recevant du public (salles des fêtes, hôtels, châteaux, chapiteaux...) sont soumises à l'application du pass. La responsabilité de son contrôle incombe à l'organisateur de la fête.</p> <p>Le pass sanitaire et le pass vaccinal ne sont pas applicables aux cérémonies civiles et religieuses.</p>
Port du masque		
Obligation de port du masque	Articles 1, 2, 27, 44 du décret du 1 ^{er} juin 2021	<p>Toute personne de six ans ou plus porte un masque de protection dans les établissements de type L, X, PA, CTS, V, Y, S, M, T et, à l'exception des bureaux, W, ainsi que, s'agissant de leurs espaces permettant des regroupements, dans les établissements de type O, sans préjudice des</p>

	<p>consolidé</p> <p>Arrêté préfectoral du 31 janvier 2022</p>	<p>autres obligations de port du masque fixées par le décret. Il peut être rendu obligatoire par l'exploitant dans les autres types d'établissements.</p> <p>Le port du masque n'est plus obligatoire en extérieur dans l'ensemble du département de la Haute-Garonne, depuis le mercredi 2 février 00h00.</p> <p>Le port du masque est toutefois recommandé dans tous les espaces publics extérieurs dans lesquels la distanciation sociale n'est pas possible.</p> <p>Néanmoins, et conformément au décret en vigueur, le masque doit être porté lorsque les règles de distanciation physique d'au moins deux mètres ne peuvent être garanties.</p> <p>Pour rappel, le port du masque dans les établissements recevant du public (ERP) y compris de plein air, reste obligatoire, conformément au décret en vigueur.</p>
Pass sanitaire et Pass vaccinal		
	<p>Décret du 1^{er} juin 2021, Décret du 14 février 2022</p>	<p>Le pass vaccinal est constitué par un justificatif du statut vaccinal qui est considéré comme attestant d'un schéma vaccinal complet :</p> <p>a) De l'un des vaccins contre la covid-19 ayant fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par la Commission européenne après évaluation de l'Agence européenne du médicament ou dont la composition et le procédé de fabrication sont reconnus comme similaires à l'un de ces vaccins par l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'agissant du vaccin "COVID-19 Vaccine Janssen", 28 jours après l'administration d'une dose. Pour l'application de l'article 47-1 et de l'article 49-1, les personnes ayant reçu le vaccin mentionné au présent alinéa doivent, pour que leur schéma vaccinal reste reconnu comme complet avoir reçu une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa du présent a entre 1 et 2 mois suivant l'injection de la dose initiale. Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire au-delà du délai de 2 mois mentionné à la phrase précédente, le schéma vaccinal est reconnu comme complet 7 jours après son injection. - s'agissant des autres vaccins, 7 jours après l'administration d'une deuxième dose, sauf en ce qui concerne les personnes ayant été infectées par la covid-19, pour lesquelles ce délai court après l'administration d'une dose. Pour l'application de l'article 47-1 et de l'article 49-1, les personnes de dix-huit ans et un mois ou plus ayant reçu le vaccin mentionné au présent alinéa doivent, pour que leur schéma vaccinal reste reconnu comme complet, avoir reçu une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa du présent a au plus tard 4 mois suivant l'injection de la dernière dose requise.

		<p>Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire au-delà du délai de 4 mois mentionné à la phrase précédente, le schéma vaccinal est reconnu comme complet 7 jours après son injection ;</p> <p>b) D'un vaccin dont l'utilisation a été autorisée par l'Organisation mondiale de la santé et ne bénéficiant pas de l'autorisation ou de la reconnaissance mentionnées au a, à condition que toutes les doses requises aient été reçues, 7 jours après l'administration d'une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger bénéficiant d'une telle autorisation ou reconnaissance ;</p> <p>3° Un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la Covid-19 est délivré sur présentation d'un document mentionnant un résultat positif à un examen de dépistage RT-PCR ou à un test antigénique réalisé plus de onze jours et moins de six mois auparavant. La validité du certificat de rétablissement suite à une infection au Covid-19 est désormais de 4 mois au lieu de 6 auparavant.</p> <p>Sont autorisés à contrôler ces documents :</p> <p>1° Les exploitants de services de transport de voyageurs ;</p> <p>2° Les personnes chargées du contrôle sanitaire aux frontières ;</p> <p>3° Les responsables des lieux, établissements et services ou les organisateurs des événements dont l'accès est subordonné à leur présentation en application du présent décret ;</p> <p>4° Les agents de contrôle habilités à constater les infractions prévues à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique.</p> <p>Les personnes mentionnées aux 1° à 3° habilite nommément les personnes et services autorisés à contrôler les justificatifs pour leur compte, selon les modalités ci-dessous. Elles tiennent un registre détaillant les personnes et services ainsi habilités et la date de leur habilitation, ainsi que les jours et horaires des contrôles effectués par ces personnes et services.</p> <p>La lecture des justificatifs par les personnes et services mentionnés peut être réalisée au moyen d'une application mobile dénommée "TousAntiCovid Vérif", mise en œuvre par le ministre chargé de la santé (direction générale de la santé), ou de tout autre dispositif de lecture répondant à des conditions fixées par un arrêté des ministres chargés de la santé et du numérique. Les personnes mentionnées aux 1° et 3° utilisant ces derniers dispositifs en informent le préfet de département.</p> <p>Pour le contrôle des justificatifs requis, les personnes et services habilités peuvent lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif, ainsi que les</p>
--	--	--

	<p>Articles 2-1 à 2-3 et 47-1 du décret du 1^{er} juin 2021 consolidé</p>	<p>informations relatives à l'examen de dépistage ou au vaccin réalisé (date de réalisation, état dans lequel l'acte a été réalisé, type d'examen ou de vaccin, fabricant de l'examen ou du vaccin, rang d'injection du vaccin ou résultat de l'examen, organisme qui a délivré le certificat, centre de test et identifiant unique du certificat). Concernant le résultat positif ou négatif de détention d'un justificatif conforme, les personnes et services habilités peuvent lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif-2.</p> <p>Sur l'application "TousAntiCovid Vérif", les données ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif, et ne sont pas conservées. Sur les autres dispositifs de lecture, les données ne sont traitées que pour la durée d'un seul et même contrôle d'un déplacement ou d'un accès à un lieu, établissement ou service et seules les données peuvent être conservées temporairement pour la durée du contrôle. Les données ne peuvent être conservées et réutilisées à d'autres fins.</p> <p>L'accès à l'application "TousAntiCovid Vérif" ou à un autre dispositif de lecture par les personnes et services habilités nommément à contrôler les justificatifs est conditionné au consentement à ces obligations. Ces mêmes personnes mettent en place, à destination des personnes concernées par le contrôle des justificatifs et sur le lieu dans lequel ce contrôle est effectué, une information appropriée et visible relative à ce contrôle.</p> <p>Les documents mentionnés ci-dessus doivent être présentés pour l'accès des participants, visiteurs, spectateurs, clients ou passagers aux établissements, lieux, services et événements suivants :</p> <p>1° Les établissements relevant des catégories mentionnées par le règlement pris en application de l'article R. 143-12 du code de la construction et de l'habitation figurant ci-après, pour les activités culturelles, sportives, ludiques ou festives qu'ils accueillent :</p> <p>a) Les salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usages multiples, relevant du type L ;</p> <p>b) Les chapiteaux, tentes et structures, relevant du type CTS ;</p> <p>c) Les établissements mentionnés au 6° de l'article 35, relevant du type R, à l'exception :</p> <p>-pour les établissements d'enseignement artistique mentionnés au chapitre Ier du titre VI du livre IV de la deuxième partie du code de l'éducation et les établissements d'enseignement de la danse mentionnés au chapitre II du titre VI du livre IV de la deuxième partie du code de l'éducation, des pratiquants professionnels et des personnes inscrites dans les formations délivrant un diplôme professionnalisant ;</p> <p>-des établissements mentionnés à l'article L. 216-2 du code de l'éducation pour l'accueil des élèves recevant un enseignement initial quel que soit le cycle ou inscrits dans une formation</p>
--	---	--

		<p>préparant à l'enseignement supérieur ;</p> <p>d) Les établissements d'enseignement supérieur mentionnés à l'article 34, relevant du type R, pour les activités qui ne se rattachent pas à un cursus de formation ou qui accueillent des spectateurs ou participants extérieurs ;</p> <p>e) Les salles de jeux et salles de danse, relevant du type P ;</p> <p>f) Les établissements à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire, relevant du type T ;</p> <p>g) Les établissements de plein air, relevant du type PA, dont l'accès fait habituellement l'objet d'un contrôle ;</p> <p>h) Les établissements sportifs couverts, relevant du type X, dont l'accès fait habituellement l'objet d'un contrôle ;</p> <p>i) Les établissements de culte, relevant du type V, pour les événements mentionnés au V de l'article 47 ;</p> <p>j) Les musées et salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle ayant un caractère temporaire, relevant du type Y, sauf pour les personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche ;</p> <p>k) Les bibliothèques et centres de documentation relevant du type S, à l'exception, d'une part, des bibliothèques universitaires, des bibliothèques spécialisées et, sauf pour les expositions ou événements culturels qu'elles accueillent, de la Bibliothèque nationale de France et de la Bibliothèque publique d'information et, d'autre part, des personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche ;</p> <p>2° Les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public ou dans un lieu ouvert au public et susceptibles de donner lieu à un contrôle de l'accès des personnes ;</p> <p>3° Les navires et bateaux mentionnés au II de l'article 7 ;</p> <p>4° Les compétitions et manifestations sportives soumises à une procédure d'autorisation ou de déclaration et qui ne sont pas organisées au bénéfice des sportifs professionnels ou de haut niveau ;</p> <p>5° Les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions ;</p> <p>6° Les restaurants, débits de boissons, restaurants d'altitude et, pour leur activité de restauration et de débit de boissons, les établissements flottants et hôtels, relevant des types N, OA, EF et O mentionnés par le règlement pris en application de l'article R. 143-12 du code de la construction et de l'habitation, sauf pour :</p> <p>a) Le service d'étage des restaurants et bars d'hôtels ;</p> <p>b) La restauration collective en régie et sous contrat ;</p>
--	--	---

		<p>c) La restauration professionnelle ferroviaire ;</p> <p>d) La restauration professionnelle routière, sur la base d'une liste, arrêtée par le représentant de l'Etat dans le département, des établissements qui, eu égard à leur proximité des axes routiers, sont fréquentés de manière habituelle par les professionnels du transport ;</p> <p>e) La vente à emporter de plats préparés ;</p> <p>f) La restauration non commerciale, notamment la distribution gratuite de repas.</p> <p>7° Les magasins de vente et centres commerciaux, relevant du type M mentionné par le règlement pris en application de l'article R. 143-12 du code de la construction et de l'habitation, comportant un ou plusieurs bâtiments dont la surface commerciale utile cumulée calculée est supérieure ou égale à vingt mille mètres carrés, sur décision motivée du représentant de l'Etat dans le département, lorsque leurs caractéristiques et la gravité des risques de contamination le justifient et dans des conditions garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ainsi, le cas échéant, qu'aux moyens de transport.</p> <p>La surface mentionnée au précédent alinéa est calculée dans les conditions suivantes :</p> <p>a) La surface commerciale utile est la surface totale comprenant les surfaces de vente, les bureaux et les réserves, sans déduction de trémie ou poteau et calculée entre les axes des murs mitoyens avec les parties privatives, et les nus extérieurs des murs mitoyens avec les parties communes. La surface est prise en compte indépendamment des interdictions d'accès au public ;</p> <p>b) Il faut entendre par magasin de vente ou centre commercial tout établissement comprenant un ou plusieurs ensembles de magasins de vente, y compris lorsqu'ils ont un accès direct indépendant, notamment par la voie publique, et éventuellement d'autres établissements recevant du public pouvant communiquer entre eux, qui sont, pour leurs accès et leur évacuation, tributaires de mails clos. L'ensemble des surfaces commerciales utiles sont additionnées pour déterminer l'atteinte du seuil de 20 000 m², y compris en cas de fermeture, même provisoire, de mails clos reliant un ou plusieurs établissements ou bâtiments.</p> <p>8° Les foires et salons professionnels ainsi que, lorsqu'ils rassemblent plus de cinquante personnes, les séminaires professionnels organisés en dehors des établissements d'exercice de l'activité habituelle.</p> <p>9° Les déplacements de longue distance par transports publics interrégionaux au sein de l'un des territoires mentionnés au 1° du A du II de l'article 1er de la loi du 31 mai 2021 susvisée relevant des catégories suivantes :</p> <p>a) Les services de transport public aérien ;</p> <p>b) Les services nationaux de transport ferroviaire à réservation obligatoire ;</p> <p>c) Les services collectifs réguliers non conventionnés de transport routier.</p>
--	--	---

		<p>Par dérogation les personnes mentionnées au I justifiant d'un motif impérieux d'ordre familial ou de santé peuvent, pour accéder aux services mentionnés au présent 9°, présenter le résultat d'un test ou examen de dépistage mentionné au 1° de l'article 2-2 réalisé moins de 24 heures avant l'embarquement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent alinéa sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2. Le présent 9° n'est pas applicable aux personnes mentionnées au I en cas d'urgence faisant obstacle à l'obtention d'un justificatif de statut vaccinal, ni aux personnes mentionnées au I bis en cas d'urgence faisant obstacle à l'obtention du justificatif requis.</p> <p>10° Les services mentionnés à l'article 18.</p> <p>III.-Lorsque les dispositions du II sont applicables au-delà d'un seuil défini en nombre de personnes accueillies, ce seuil est déterminé en fonction du nombre de personnes dont l'accueil est prévu par l'exploitant de l'établissement ou du lieu ou par l'organisateur de l'événement ou du service, dans le respect des règles qui leur sont applicables et des limitations prévues par le présent décret.</p> <p>Lorsque des activités relevant des établissements et lieux mentionnés au II se déroulent hors de ceux-ci, les dispositions du présent article leur sont applicables comme si elles se déroulaient dans ces établissements et lieux, dans la limite des espaces et des heures concernés.</p> <p>IV.-Les documents mentionnés au I bis doivent être présentés, sauf en situation d'urgence ou pour l'accès à un dépistage de la covid-19, pour l'accès des personnes suivantes, lorsqu'elles sont âgées d'au moins douze ans, aux services et établissements de santé, aux établissements de santé des armées, ainsi qu'aux services et établissements médico-sociaux mentionnés aux 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° et 12° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles :</p> <p>a) Lors de leur admission, les personnes accueillies dans les établissements et services de santé pour des soins programmés, sauf décision contraire du chef de service ou, en son absence, d'un représentant de l'encadrement médical ou soignant, quand l'exigence des justificatifs mentionnés à l'alinéa précédent est de nature à empêcher l'accès aux soins du patient dans des délais utiles à sa bonne prise en charge ;</p> <p>b) Les personnes accompagnant celles accueillies dans les services et établissements mentionnés au premier alinéa du présent IV ou leur rendant visite à l'exclusion des personnes accompagnant ou rendant visite à des personnes accueillies dans des établissements et services médico sociaux pour enfants.</p>
--	--	---

		<p>V.-Le présent article est applicable aux salariés, agents publics, bénévoles et aux autres personnes ne relevant pas de l'article 12 de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire qui interviennent dans les lieux, établissements, services ou événements concernés, lorsque leur activité se déroule dans les espaces et aux heures où ils sont accessibles au public, à l'exception des activités de livraison et sauf intervention d'urgence.</p> <p>Le présent article n'est pas applicable aux groupes scolaires et périscolaires pour l'accès aux établissements et lieux où se déroulent leurs activités habituelles.</p> <p>VI.-Dans les collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, le représentant de l'Etat est habilité à prendre des mesures d'adaptation des dispositions du présent article proportionnées à l'importance du risque de contamination en fonction des circonstances locales, dans les conditions prévues au III de l'article 1er de la loi du 31 mai 2021 susvisée.</p>
Vaccination		
Contre-indication	Article 2-4 du décret du 1^{er} juin 2021 consolidé	<p>Les cas de contre-indication médicale faisant obstacle à la vaccination contre la covid-19 et permettant la délivrance du document pouvant être présenté sont les suivants :</p> <p>Les cas de contre-indication médicale faisant obstacle à la vaccination contre la covid-19 sont :</p> <p>1° Les contre-indications inscrites dans le résumé des caractéristiques du produit (RCP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - antécédent d'allergie documentée (avis allergologue) à un des composants du vaccin en particulier polyéthylène-glycols et par risque d'allergie croisée aux polysorbates ; - réaction anaphylaxique au moins de grade 2 (atteinte au moins de 2 organes) à une première injection d'un vaccin contre le COVID posée après expertise allergologique ; - personnes ayant déjà présenté des épisodes de syndrome de fuite capillaire (contre-indication commune au vaccin Vaxzevria et au vaccin Janssen). <p>2° Une recommandation médicale de ne pas initier une vaccination (première dose) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - syndrome inflammatoire multi systémique pédiatrique (PIMS) post-covid-19. <p>3° Une recommandation établie après concertation médicale pluridisciplinaire de ne pas effectuer la seconde dose de vaccin suite à la survenue d'un effet indésirable d'intensité sévère ou grave attribué à la première dose de vaccin signalé au système de pharmacovigilance (par exemple : la survenue de myocardite, de syndrome de Guillain-Barré...).</p> <p>Les cas de contre-indication médicale temporaire faisant obstacle à la vaccination contre la covid-19 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Traitement par anticorps monoclonaux anti-SARS-CoV-2. 2° Myocardites ou péricardites survenues antérieurement à la vaccination et toujours évolutives. <p>Le certificat médical de contre-indication est établi par un médecin, le cas échéant pour la durée</p>

		<p>qu'il mentionne, sur un formulaire homologué.</p> <p>Le certificat médical de contre-indication est adressé, par la personne soumise à l'obligation vaccinale au service médical de l'organisme d'assurance maladie auquel elle est rattachée en vue du contrôle.</p> <p>Il est également adressé au service médical de l'organisme d'assurance maladie auquel elle est rattachée par la personne qui souhaite se voir délivrer le justificatif attestant d'une contre-indication médicale à la vaccination.</p>
Vaccination obligatoire	Article 49-1 du décret 1^{er} juin 2021 consolidé	<p>Hors les cas de contre-indication médicale à la vaccination, les éléments permettant d'établir un certificat de statut vaccinal pour les personnes qui doivent être vaccinées et les modalités de présentation de ce certificat sont :</p> <p>1° Un justificatif du statut vaccinal ;</p> <p>2° Un certificat de rétablissement ;</p> <p>3° A compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire et jusqu'au 14 septembre 2021 inclus et à défaut de pouvoir présenter un des justificatifs mentionnés aux présents 1° ou 2°, le résultat d'un examen de dépistage, d'un test ou d'un autotest d'au plus 72 heures.</p> <p>A compter 15 septembre 2021 et jusqu'au 15 octobre 2021 inclus, ce justificatif doit être accompagné d'un justificatif de l'administration d'au moins une des doses d'un des schémas vaccinaux comprenant plusieurs doses.</p> <p>Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent 3° sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2. La présentation de ces documents est contrôlée.</p>
Culture et vie sociale		
ERP de type L et ERP de type CTS		
<ul style="list-style-type: none"> - Salles de projection (cinémas) et salles de spectacles (théâtres, salles concert, cabarets, cirques non forains...) - Salles à usage multiple (par exemple salles des fêtes ou salles polyvalentes) - Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de 	Articles 45, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les ERP de type L et CTS.</u></p> <p><u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u></p> <p>Le pass vaccinal n'est pas à mettre en place pour les conseils municipaux, pour les assemblées générales des associations, pour les réunions de travail ou d'urbanisme (sauf si des activités de restauration sont organisées en même temps).</p>

quartier - Chapiteaux, tentes et structures (ex : cirques, etc.)		<p>Les salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usages multiples relevant du type L et les chapiteaux, tentes et structures relevant du type CTS peuvent accueillir du public dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières. <p>Jusqu'au 15 février 2022 inclus, ces établissements ne peuvent accueillir du public que dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières ; - Les spectateurs accueillis ont une place assise ; <p>- La vente et la consommation d'aliments et de boissons sont interdites sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au I de l'article 40 (activités de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p>
ERP de type S		
Bibliothèques, centres de documentation, et par extension médiathèques	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les bibliothèques et centres de documentation relevant du type S,</u> à l'exception, d'une part, des bibliothèques universitaires, des bibliothèques spécialisées et, sauf pour les expositions ou événements culturels qu'elles accueillent, de la Bibliothèque nationale de France et de la Bibliothèque publique d'information et, d'autre part, des personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche.</p> <p><u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u></p>
ERP de type Y		
Musées (et par extension, monuments)	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les musées et salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle ayant un caractère temporaire, relevant du type Y,</u> sauf pour les personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche.</p> <p><u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u></p>
Sports et loisirs		
ERP de type X		

<p>Établissements sportifs couverts (y compris piscines couvertes)</p>	<p>Articles 42 à 44, 47-1 du décret du 1^{er} juin 2021 consolidé</p>	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus lorsque ces ERP de type X ont un accès qui fait habituellement l'objet d'un contrôle.</u> Cela signifie que le pass ne sera pas demandé pour les équipements sportifs en accès libre dont l'accès n'est pas habituellement contrôlé ou pas surveillé en permanence, et que la pratique sportive n'y est pas organisée. Par exemple, si un stade d'athlétisme est ouvert sans gardien le dimanche matin, un particulier allant y courir n'est pas soumis au pass. Pour les autres équipements sportifs, le pass s'applique et doit être contrôlé par les personnes qui en contrôlent habituellement l'accès ou, à défaut, celles qui organisent les activités physiques, sportives et ludiques qui y sont proposées.</p> <p>Les établissements sportifs couverts, relevant du type X peuvent accueillir du public dans le respect des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières. <p>Les activités physiques et sportives pratiqués dans les établissements mentionnés ci-dessus se déroulent dans des conditions de nature à permettre le respect d'une distanciation physique de deux mètres, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas.</p> <p>Sauf pour la pratique d'activités sportives, <u>les personnes de plus de 6 ans accueillies dans ces établissements portent un masque de protection.</u></p> <p>Jusqu'au 15 février 2022 inclus, ces établissements ne peuvent accueillir du public que dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières ; - Les spectateurs accueillis ont une place assise ; <p>- La vente et la consommation d'aliments et de boissons sont interdites sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au 1 de l'article 40 (activités de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p> <p>Rappel : sont exemptés de pass sanitaire les élèves et leurs accompagnants (enseignants / encadrants) accueillis dans le cadre scolaire et universitaire</p> <p>NB : sont exemptés de pass vaccinal et sanitaire les élèves et leurs accompagnants (enseignants /</p>
--	---	---

		encadrants) accueillis dans le cadre scolaire et universitaire
Compétitions et manifestations sportives	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	- <u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les compétitions et manifestations sportives</u> soumises à une procédure d'autorisation ou de déclaration et qui ne sont pas organisées au bénéfice des sportifs professionnels ou de haut niveau.
ERP de type PA		
Établissements sportifs de plein air, Stades et hippodromes (ERP de type PA)	Articles 42 à 44, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>- <u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus lorsque les ERP de type PA dont l'accès fait habituellement l'objet d'un contrôle.</u></p> <p>Cela signifie que le pass ne sera pas demandé pour les équipements sportifs en accès libre dont l'accès n'est pas habituellement contrôlé ou pas surveillé en permanence, et que la pratique sportive n'y est pas organisée.</p> <p>Les établissements sportifs de plein air peuvent accueillir du public dans le respect des conditions suivantes :</p> <p>Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières.</p> <p>Les activités physiques et sportives pratiquées dans les établissements mentionnés ci-dessus se déroulent dans des conditions de nature à permettre le respect d'une distanciation physique de deux mètres, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas.</p> <p>Sauf pour la pratique d'activités sportives, les personnes de plus de onze ans accueillies dans ces établissements portent un masque de protection.</p> <p>Les vestiaires collectifs sont ouverts.</p> <p><u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u></p> <p><u>Jusqu'au 15 février 2022 inclus, ces établissements ne peuvent accueillir du public que dans les conditions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières ;</u> - <u>Les spectateurs accueillis ont une place assise ;</u> - <u>La vente et la consommation d'aliments et de boissons sont interdites sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au 1 de l'article 40 (activités de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</u>

		NB : sont exemptés de pass vaccinal et sanitaire les élèves et leurs accompagnants (enseignants / encadrants) accueillis dans le cadre scolaire et universitaire
Parcs à thème, parcs zoologiques (ERP de type PA)	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u> <u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u> Application des conditions d'accueil des ERP de type L (article 45) <u>pour les salles de spectacle</u> et de projection situées à l'intérieur des parcs à thèmes et parcs zoologiques.
ERP de type P		
Salles de danse (discothèques)	Article 45, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>- Les salles de danse peuvent accueillir du public depuis le 16 février 2022 : le pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u> <u>Port du masque recommandé pour les personnes âgées d'au moins 6 ans</u> Plus de précision sur le protocole sanitaire applicable aux salles de danse accessible au lien suivant: https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/covid19-soutien-entreprises/Protocole_sanitaire_discotheque.pdf?v=1644939371
Salles de jeux (casinos, bowling, salles d'arcades, escape game, laser game etc.)	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u> <u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u>
Économie et tourisme		
ERP de type N (et EF et OA)		
- Restaurants (type N) - Débits de boissons (type N) - Établissements flottants pour leur activité de restauration (type EF) - Restaurants d'altitude (OA) - Hôtels, pour les espaces dédiés aux activités de restauration et de débit de boissons (type O)	Article 40 et 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>Les ERP de type N, ET et OA peuvent accueillir du public, y compris debout, depuis le 16 février 2022</u> <u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus dans les restaurants, débits de boissons, restaurants d'altitude et, pour leur activité de restauration et de débit de boissons, les établissements flottants et hôtels, relevant des types N, OA, EF et O, sauf pour :</u> a) Le service d'étage des restaurants et bars d'hôtels ; b) La restauration collective en régie et sous contrat ; c) La restauration professionnelle ferroviaire ; d) La restauration professionnelle routière, sur la base d'une liste, arrêtée par le représentant de l'Etat dans le département (cf. <i>arrêté préfectoral du 07 août 2021</i>), des établissements qui, eu égard à leur proximité des axes routiers, sont fréquentés de manière habituelle par les

		professionnels du transport ; e) La vente à emporter de plats préparés ; f) La restauration non commerciale, notamment la distribution gratuite de repas. Port du masque <u>obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u> <u>Les activités de danse sont interdites dans les établissements susmentionnés du vendredi 10 décembre à 06h jusqu'au 15 février 2022 inclus.</u> <u>La consommation debout est interdite dans ces établissements.</u>
ERP de type O		
Hôtels (ERP de type O)	Articles 27, 40, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les activités de restaurations et de débit de boissons (sauf pour le service d'étage).</u> Port du masque <u>obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u>
ERP de type M		
Magasins de vente, commerces divers et centres commerciaux (ERP de type M)	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	Le pass sanitaire et le pass vaccinal ne sont pas obligatoire pour les centres commerciaux et grands magasins. Port du masque <u>obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u>
ERP de type T		
Lieux d'expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire (ERP de type T)	Articles 39, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u> Port du masque <u>obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans</u>
Foire et salons professionnels	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus</u> dans les foires et salons professionnels ainsi que, lorsqu'ils rassemblent plus de 50 personnes, les séminaires professionnels organisés en dehors des établissements d'exercice de l'activité habituelle. Port du masque <u>obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u>
Hors ERP		
Villages vacances Campings, Hébergements touristiques	Article 41 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	Les campings, villages vacances et hébergements touristiques peuvent accueillir du public.

Parcs et jardins, plages, lacs et plans d'eau	Article 46, 1 et 3 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	Les parcs, jardins, plages, lacs et plans d'eau sont ouverts au public dans le respect des gestes barrières.
Marchés en plein air et couverts	Article 38 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	Les marchés couverts ou non sont autorisés à ouvrir dans le respect des gestes barrières. Le masque doit être porté systématiquement par tous lorsque les règles de distanciation physique <u>d'au moins deux mètres</u> ne sont pas respectées (article 1^{er} du décret du 1^{er} juin 2021 modifié).
Enseignement et jeunesse		
ERP de type R		
Établissements d'accueil du jeune enfant (crèches, assistants maternels...)	Article 32 du décret	<ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les personnels et pour les assistants maternels, y compris à domicile - Limitation du brassage des groupes <p>L'article 32 d décret du 1^{er} juin 2022 prévoit une dérogation du nombre maximum d'enfants accueillis chez les assistants maternels ou dans les maisons d'assistants maternels. Ainsi, sous réserve du respect du respect de conditions de sécurité suffisante, un assistant maternel peut accueillir à son domicile, jusqu'à 8 enfants, dont au maximum 4 enfants de moins de 3 ans. Pour les maisons d'assistants maternels, le nombre d'enfants accueillis simultanément ne peut dépasser 20 ans enfants.</p>
Maternelle et élémentaires	Articles 33, 36 et 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les élèves et les personnels de 6 ans et plus dans <u>les espaces clos et en extérieur jusqu'au 06 mars 2022.</u> - Pas de distanciation physique - Limitation du brassage des groupes - Pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 12 ans lors de l'organisation de spectacle ou d'une manifestation en dehors des activités scolaires ou périscolaire au sein des locaux incluant un brassage de population (famille ect).
Collèges, lycées, Centres de formation d'apprentis	Article 33 et 36 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les personnels et pour les collégiens et lycéens dans les espaces clos et en extérieur de ces établissements conformément au protocole sanitaire de l'Éducation Nationale. - Dans les collèges et lycées, distanciation physique d'au moins un mètre ou d'un siège entre deux personnes lorsqu'elles sont côte à côte ou face à face, uniquement dans les salles de cours et les espaces clos et dans la mesure où elle n'affecte pas la capacité d'accueil de l'établissement - Limitation du brassage des groupes.
Établissements d'enseignement	Article 35, 47-1 du	- <u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au</u>

artistique (conservatoires)	décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, des pratiquants professionnels et des personnes inscrites dans les formations délivrant un diplôme professionnalisant. - des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique pour l'accueil des élèves recevant un enseignement initial quel que soit le cycle ou inscrits dans une formation préparant à l'enseignement supérieur. <p>Les établissements d'enseignement artistique sont autorisés à accueillir des élèves. Ces établissements peuvent accueillir des spectateurs dans les conditions suivantes : 1° Les espaces permettant les regroupements sont aménagés dans des conditions permettant de garantir le respect des gestes barrières.</p>
Établissements d'enseignement et de formation (universités)	Articles 34 et 35 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Les établissements d'enseignement supérieur et de formation continue peuvent accueillir du public seulement pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les formations et les activités de soutien pédagogique ; - Les laboratoires et unités de recherche pour les doctorants ; - Les bibliothèques et centres de documentation ; - Les services administratifs ; - Les services de médecine préventive et de promotion de la santé, services sociaux et activités sociales organisées par les associations étudiantes ; - Les locaux donnant accès à des équipements informatiques ; - Les exploitations agricoles mentionnées à l'article L, 812-1 du code rural et de la pêche maritime ; - Les activités de restauration assurées par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires. Ces activités sont assurées dans les mêmes conditions que pour les restaurants. - Les conférences, rencontres, séminaires et colloques scientifiques, dans le respect des règles prévues à l'article 45 pour l'accueil de tels évènements dans les établissements recevant du public de type L ; - Les manifestations culturelles et sportives, dans le respect des règles prévues pour l'accueil de telles manifestations dans les établissements recevant du public de type X, PA et L.
Centres de vacances, centres de loisirs et centres sociaux	Articles 32 et 36 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Les centres de vacances et centres de loisirs sont autorisés à accueillir du public.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les personnels, pour les enfants de 6 ans ou plus. - Distanciation physique d'au moins un mètre dans la mesure du possible.

		<p>Le pass vaccinal (pour les personnes âgées de plus de 16 ans) et le pass sanitaire (personne âgée entre 12 et 15 ans inclus), ne s'applique pas pour les activités du centre social dès lors que ces dernières sont réservées aux acteurs du centre (jeunes et encadrants).</p> <p>Si elles sont ouvertes à un plus large public, elles devront respecter le pass sanitaire pour l'ensemble des visiteurs de ces activités (type spectacle ouvert aux familles, à un public extérieur) .</p>
Accueil de mineurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), des personnes en situation de handicap	Articles 32, 36 et 41 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Les accueils de jeunes avec hébergement sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les plus de 6 ans. - Limitation du brassage des enfants appartenant à des groupes différents.
Formation professionnelle et continue		
Formation professionnelle et continue	Article 35 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Formations autorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation professionnelle ; - Auto-écoles pour l'accueil des candidats pour les besoins de la préparation aux épreuves du permis de conduire et de la tenue de celles-ci ; - Établissements de formation à la conduite en mer et en eaux intérieures ; - Formation professionnelle des agents publics ; - Formation professionnelle maritime ; - Établissements d'enseignement artistique pour les pratiquants professionnels et les formations délivrant un diplôme professionnalisant, lorsqu'elle ne peut être effectuée à distance ; - Établissements d'enseignement artistique, les établissements d'enseignement de la danse, ceux de l'enseignement artistique relevant du spectacle vivant et des arts plastiques ; - École polytechnique et organismes de formation militaire ; - Activités de formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur.
Cultes		
ERP de type V		
Lieux de cultes	Articles 47 et 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans qui accède ou demeure dans ces établissements porte un masque de protection. L'obligation du port du masque ne fait pas obstacle à ce que celui-ci soit momentanément retiré pour l'accomplissement des rites qui le nécessitent.</p> <p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les établissements de culte relevant du type V pour les événements ne présentant pas un caractère culturel.</u></p>

Administrations et services publics		
ERP de type W		
Mariages civils et pactes civils de solidarité dans les mairies	Articles 3 et 27 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	- Respect des gestes barrières. - Port du masque obligatoire.
Service et établissements de santé, sociaux et médico-sociaux		
Établissements de santé des armées		
Service et établissements de santé, sociaux et médico-sociaux Établissements de santé des armées	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	- <u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus</u> pour l'accueil, sauf en situation d'urgence et sauf pour l'accès à un dépistage de la covid-19, des personnes suivantes : a) Lors de leur admission, les personnes accueillies dans les établissements et services de santé pour des soins programmés, sauf décision contraire du chef de service ou, en son absence, d'un représentant de l'encadrement médical ou soignant, quand l'exigence des justificatifs du pass sanitaire est de nature à empêcher l'accès aux soins du patient dans des délais utiles à sa bonne prise en charge ; b) Les personnes accompagnant celles accueillies dans ces services et établissements ou leur rendant visite à l'exclusion des personnes accompagnant ou rendant visite à des personnes accueillies dans des établissements et services médico sociaux pour enfants.
Hors ERP		
Fêtes foraines	Articles 45, 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	- <u>Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus pour les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions.</u> <u>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</u>
Frontières / voyages à l'étranger		
Déplacements entre le territoire métropolitain et un pays étranger	Article 23-1 et 23-6 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	Depuis le 9 juin 2021, dans le cadre de la stratégie de réouverture des frontières françaises, une classification des pays/territoires est définie et régulièrement actualisée par le gouvernement en fonction de la situation sanitaire (pays en zone verte, orange, rouge). – Pays vert espace européen : tous les voyageurs de douze ans ou plus non vaccinés de l'espace européen (État membre de l'Union européenne, d'Andorre, d'Islande, du Liechtenstein, de Monaco, de la Norvège, de Saint-Marin, du Saint-Siège ou de la Suisse) doivent désormais justifier d'un test négatif de moins de 24h (antigénique ou RT-PCR) au départ pour entrer sur le territoire national. - Pays vert extra européens, pays orange, pays rouge : tous les voyageurs de douze ans ou plus arrivant d'un pays extra-européen, vaccinés au sens de la réglementation européenne. La preuve d'un schéma vaccinal complet demeure suffisante pour arriver en France, et ce quel que soit le pays de

		<p>provenance.</p> <p>Pour les voyageurs <u>non vaccinés</u>, l'obligation de présenter un test négatif pour se rendre en France reste en vigueur mais les mesures à l'arrivée (test, isolement) sont levées lorsqu'ils viennent de pays de la liste « verte », caractérisée par une circulation modérée du virus.</p> <p>Les voyageurs <u>non vaccinés</u> en provenance d'un pays de la liste « orange », doivent continuer à présenter un motif impérieux justifiant la nécessité de leur venue en France métropolitaine et doivent toujours être soumis à un test aléatoire à leur arrivée.</p> <p>Depuis le 4 février 2022, les règles en vigueur pour les pays classés sur la liste orange s'appliquent en provenance et à destination du Royaume-Uni.</p> <p>Plus de précisions sont à retrouver sur le site du ministère des affaires étrangères (diplomatie.gouv) ou sur les liens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/informations-pratiques/article/coronavirus-covid-19 - https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les-regles-a-respecter-deplacements-1_cle01ac3b.pdf - https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/ - https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/deplacements
Déplacement entre le territoire métropolitain et les territoires d'outre-mer	Article 23-2, 23-5 et 23-6 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Pour les déplacements entre le territoire métropolitain et les territoires d'Outre-mer, toute personne de 12 ans ou plus doit être munie du justificatif de son statut vaccinal sauf déplacement pour motif impérieux, de santé ou professionnel ne pouvant être différé).</p> <p>Plus d'information sont à retrouver pour chacun des territoires sur le ministère des Outre-mer au lien suivant : https://outre-mer.gouv.fr/informations-coronavirus</p>
Transports		
Déplacements de longue distance par transports publics interrégionaux (vols intérieurs, trajet en TGV, intercités, trains de nuit, cars interrégionaux).	Article 47-1 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u></p> <p>Par dérogation les personnes justifiant d'un motif impérieux d'ordre familial ou de santé peuvent présenter le résultat d'un test ou examen de dépistage mentionné au 1^o de l'article 2-2 réalisé moins de 24 heures avant l'embarquement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent alinéa sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.</p> <p>Pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus sauf en cas d'urgence faisant obstacle à l'obtention du justificatif requis :</p> <p>a) Les services de transport public aérien ;</p>

		<p>b) Les services nationaux de transport ferroviaire à réservation obligatoire ; c) Les services collectifs réguliers non conventionnés de transport routier.</p> <p>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans. Jusqu'au 15 février 2022 inclus, la vente et le service pour consommation à bord d'aliments et de boissons sont interdits lors des trajets au sein du territoire métropolitain ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au I de l'article 40 (activité de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p>
Transports en commun urbains et trains (et transports maritimes opérés par une autorité organisatrice de transports ou Île-de-France Mobilités)	Article 14 à 17 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</p> <p>Par dérogation les personnes justifiant d'un motif impérieux d'ordre familial ou de santé peuvent présenter le résultat d'un test ou examen de dépistage mentionné au 1^o de l'article 2-2 réalisé moins de 24 heures avant l'embarquement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent alinéa sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.</p> <p>- Distanciation physique dans la mesure du possible</p> <p>Pour l'accès aux espaces et véhicules de transport public collectif de voyageurs, ainsi qu'aux quais des tramways et aux espaces situés à proximité des points d'arrêts desservis par les véhicules de transport routier collectifs de voyageurs, il peut être demandé aux personnes des justificatifs. À défaut de présentation de ces justificatifs, l'accès est refusé et les personnes sont reconduites à l'extérieur des espaces concernés.</p> <p>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans. Jusqu'au 15 février 2022 inclus, la vente et le service pour consommation à bord d'aliments et de boissons sont interdits lors des trajets au sein du territoire métropolitain ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au I de l'article 40 (activité de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p>
Taxi / VTC et covoiturage	Article 21 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>- Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans pour les passagers et pour le chauffeur en l'absence de paroi transparente</p> <p>- Nombre de passagers limité : 2 passagers admis sur chaque rangée de sièges sauf si les personnes appartiennent au même foyer ou à un groupe venant ensemble ou pour l'accompagnant d'une personne handicapée.</p>
Croisières et bateaux à passagers	Articles 5 à 9, 23-6, 47-1 du décret	- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.

	du 1 ^{er} juin 2021 consolidé,	<p>Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans dans les zones accessibles au public des gares maritimes et des espaces d'attente, ainsi que sur le navire, à l'exception des cabines ou à bord d'un véhicule embarqué à bord</p> <p>- Distanciation physique dans la mesure du possible</p> <p>Jusqu'au 15 février 2022 inclus, la vente et le service pour consommation à bord d'aliments et de boissons sont interdits lors des trajets au sein du territoire métropolitain ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au I de l'article 40 (activité de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p>
Transport scolaire	Article 14 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>- Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans.</p> <p>- Distanciation physique dans la mesure du possible</p>
Avions	Articles 11, 12 et 23-6 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>- Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</p> <p>Par dérogation les personnes justifiant d'un motif impérieux d'ordre familial ou de santé peuvent présenter le résultat d'un test ou examen de dépistage mentionné au 1° de l'article 2-2 réalisé moins de 24 heures avant l'embarquement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent alinéa sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2.</p> <p>- Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans dans les aéroports, les véhicules de transfert et les aéronefs</p> <p>- Contrôles de température peuvent être imposés par l'exploitant d'aéroport et l'entreprise de transport aérien</p> <p>- Distanciation physique dans la mesure du possible</p> <p>- Déclaration sur l'honneur attestant :</p> <p>1° qu'elles ne présentent pas de symptôme d'infection à la covid-19 ;</p> <p>2° qu'elles n'ont pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant leur voyage.</p> <p>- Fiches de traçabilité distribuées et recueillies par l'entreprise de transport aérien</p> <p>Jusqu'au 15 février 2022 inclus, la vente et le service pour consommation à bord d'aliments et de boissons sont interdits lors des trajets au sein du territoire métropolitain ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, sauf dans les espaces où le public est accueilli pour les activités mentionnées au I de l'article 40 (activité de restauration) et dans les conditions prévues par le décret pour celles-ci.</p>
Transport de marchandises	Article 22 du	- Remise de document et signature des documents de transport réalisés sans contact entre les

	décret 1 ^{er} juin 2021 consolidé	personnes
Petits trains touristiques	Article 20 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p>Les petits trains touristiques peuvent accueillir des passagers en respectant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans. - Informer des gestes barrières
Remontées mécaniques	Article 18 du décret du 1 ^{er} juin 2021 consolidé	<p><u>L'accès aux remontées mécaniques est soumis au Pass vaccinal obligatoire dès la première personne accueillie pour les personnes âgées d'au moins 16 ans et pass sanitaire obligatoire pour les personnes âgées entre 12 et 15 ans inclus.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - En l'absence de remontées mécaniques, le passe sanitaire n'est applicable pour l'activité de ski. - Si la vente de billet est physiquement située dans un lieu soumis à passe, le personnel au contact du public est soumis au passe. Si la vente a lieu en station, il ne l'est pas. - Les salariés dans les magasins de location ne sont a priori pas soumis au passe sanitaire. <p>Les exploitants des remontées mécaniques veillent à la distanciation physique des passagers ou groupes de passager voyageant ensemble à bord de chaque appareil dans la mesure du possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Port du masque obligatoire pour les personnes âgées d'au moins 6 ans sauf dans les téléskis, et sauf dans les télésièges lorsque la distance d'un siège est respectée. <p>Il est recommandé dans les situations d'attroupement au pied des remontées mécaniques.</p>